



Le Comité pour la protection des journalistes, le CPJ, a écrit au chef de l'Etat, Paul Biya, lui demandant de libérer le journaliste anglophone détenu, Thomas Awah Junior. Dans une lettre adressée au chef de l'Etat par Joel Simon, directeur exécutif du CPJ, l'organisation exhorte le président à ordonner la libération du journaliste en raison de son état de santé précaire.

«Le Comité pour la protection des journalistes, organisation indépendante de défense de la liberté de la presse, écrit pour vous demander de libérer le journaliste emprisonné Thomas Awah Junior, correspondant nord-ouest de la radio privée Afrik 2 à Yaoundé et éditeur du magazine mensuel Aghem Messenger, pour des raisons humanitaires, "A déclaré le comité dans une lettre.

Le 25 mai 2018, un tribunal militaire a condamné M. Awah à 11 ans de prison, après avoir été reconnu coupable de plusieurs chefs d'accusation, notamment de terrorisme et de diffusion de fausses nouvelles, selon des informations parues dans les médias et une copie du jugement rendu par le CPJ.

Le journaliste a été arrêté à Bamenda le 2 janvier 2017, alors qu'il interviewait des manifestants pour Afrik 2 Radio, selon les recherches du CPJ.

La santé physique d'Awah s'est détériorée depuis qu'il était en prison. Il a été admis à l'hôpital de Yaoundé en septembre, puis libéré le 16 octobre et renvoyé en prison.

«Nous vous exhortons donc à utiliser les pouvoirs qui vous sont conférés par la constitution camerounaise pour veiller à ce qu'Awah soit libéré sans condition pour des raisons humanitaires. Un tel geste serait considéré à la fois comme un acte de compassion et comme une démonstration de l'engagement de votre gouvernement à respecter les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Cameroun est partie, » a déclaré le CPJ.